

*Conflits et pouvoirs  
dans les institutions  
du capitalisme*

*Sous la direction de  
Frédéric Lordon*



SciencesPo.  
Les Presses

*Conflits et  
pouvoirs dans  
les institutions  
du capitalisme*

---

# *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*

---

Sous la direction de  
Frédéric Lordon



SciencesPo.  
Les Presses

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)  
*Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* / Frédéric Lordon (dir.) – Paris :  
Presses de Sciences Po, 2008.

ISBN 978-2-7246-1072-7

RAMEAU :

- Institutionnalisme
- Capitalisme : Cas, Études de

DEWEY :

- 330.41 : Économie libérale – Capitalisme

Public concerné : public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

# Table des matières

<i>Ont contribué à cet ouvrage</i>	9
<i>Avant-propos / Frédéric LORDON</i>	11
• Pour une méso-économie politique	12
• Puissances et luttes au cœur des rapports sociaux du capitalisme	15
• Créations et décompositions institutionnelles	17
• Les pouvoirs en régime	18

## I - LES RAPPORTS SOCIAUX FONDAMENTAUX DU CAPITALISME

---

<i>Chapitre 1 /</i> <b>MÉTAPHYSIQUE DES LUTTES</b>	23
<i>Frédéric LORDON</i>	
• Présences du politique dans la théorie de la régulation	26
• Politique, luttes, « subjectivités »	30
• Le conatus : une théorie non subjectiviste de l'action individuée..	34
• ... et une métaphysique des luttes	39
• Pour une économie générale de la violence	43
• Conclusion	49
• Références bibliographiques	52
<i>Chapitre 2 /</i> <b>MONNAIE, SÉPARATION MARCHANDE ET RAPPORT SALARIAL</b>	55
<i>André ORLÉAN</i>	
• Considérations générales à propos du rapport monétaire	60
• Un modèle formel	64
• Propriétés essentielles de la monnaie	72
• La captation du monétaire par le politique	76
• Le rapport salarial et ses conséquences monétaires	80
• Conclusion	83
• Références bibliographiques	85

## II - MOMENTS CRITIQUES CRÉATIONS ET DÉCOMPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

---

<i>Chapitre 3 /</i>	<b>LA CRÉATION D'UNE « MONNAIE ÉTERNELLE »</b>	
	<b>GÉNÈSE DE LA CONVERTIBILITÉ EN ARGENTINE (1991)</b>	91
	<i>Alexandre Roig</i>	
	• La création monétaire comme « rencontre »	93
	• La création monétaire comme processus	103
	• La création monétaire comme conflit	113
	• La création comme sacrifice	122
	• La création comme sacralisation	127
	• Conclusion	135
	• Références bibliographiques	137
 <i>Chapitre 4 /</i>	 <b>LE TROC, UNE FORME MONÉTAIRE ALTERNATIVE</b>	
	<b>EN RUSSIE (1991-2001)</b>	143
	<i>Pepita OULD-AHMED</i>	
	• Les rapports conceptuels troc-monnaie	145
	• L'institution du troc et sa dynamique	152
	• Le troc russe, un ordre monétaire altéré	160
	• La différence et la crise, plus révélateurs que le même et le régime	166
	• Références bibliographiques	167

## III - LES POUVOIRS À L'ŒUVRE MONNAIE, FINANCE ET RAPPORT SALARIAL

---

<i>Chapitre 5 /</i>	<b>ÉCONOMIE POLITIQUE DE L'ORDRE MONÉTAIRE</b>	
	<b>EN IRAN (1979-2005)</b>	175
	<i>Ramine MOTAMED-NEJAD</i>	
	• Des métamorphoses du pouvoir politique à la formation d'un nouvel ordre monétaire en Iran postrévolutionnaire (1979-1988)	179

• Transformations internes au pouvoir politique, remontée de la logique de la capture au sein des institutions publiques et stratification du corps social devant la monnaie : 1989-2005	195
• La totalisation des crises monétaires sur l'ordre politique	213
• Références bibliographiques	217
<b>Chapitre 6 / LE TRUST, FONDEMENT JURIDIQUE DU CAPITALISME PATRIMONIAL</b>	221
<i>Sabine MONTAGNE</i>	
• Introduction	221
• Cadre théorique et méthode	226
• De la passivité structurelle à l'autonomie sous influence	233
• De la délégation à la captation	239
• Références bibliographiques	248
<b>Chapitre 7 / VALEUR ACTIONNAIRE ET TRANSFORMATIONS DES INDUSTRIES AMÉRICAINES (1984-2000)</b>	251
<i>Neil FLIGSTEIN et Taek-Jin SHIN</i>	
• Le basculement vers la valeur actionnaire	252
• Crise de profitabilité des années 1970 et émergence de la valeur actionnaire	259
• Valeur actionnaire et réorganisation industrielle	266
• Hypothèses	270
• Données et méthodes	273
• Résultats	279
• Conclusion	289
• Références bibliographiques	294
• Annexe	299
<b>Conclusion / QU'EST-CE QU'UNE ÉCONOMIE POLITIQUE HÉTÉRODOXE ?</b>	303
<i>Frédéric LORDON</i>	
• Le politique vu par la NPE : méthodologiquement et théoriquement « économicisé »	306
• Trois positions d'une économie politique hétérodoxe	314
• Références bibliographiques	338

# Ont contribué à cet ouvrage

Neil FLIGSTEIN est Chancellor's Professor de la classe 1939 au département de sociologie de l'Université de Californie, Berkeley. Il achève actuellement un ouvrage sur l'intégration européenne sociale, économique et politique, intitulé *Euroclash* (Oxford University Press, à paraître). Il poursuit un travail sur les changements survenus dans les entreprises américaines durant les vingt-cinq dernières années et sur les nouvelles sortes d'inégalités que ces changements ont engendrées dans le monde du travail. Il a publié notamment *The Transformation of Corporate Control* (Harvard University Press, 1990) et *The Architecture of Markets : An Economic Sociology of Twenty-First Century Capitalist Societies* (Princeton University Press, 2001).

Frédéric LORDON, directeur de recherche au CNRS, chercheur au Bureau d'économie théorique et appliquée (Strasbourg). Après des recherches sur le capitalisme financiarisé, il travaille actuellement au développement d'un programme de recherche spinoziste en sciences sociales, et notamment en économie politique. Il a récemment publié *La Politique du capital* (Odile Jacob, 2002), *L'Intérêt souverain. Essai d'anthropologie économique spinoziste* (La Découverte, 2006), et a codirigé avec Yves Citton *Spinoza et les sciences sociales* (Éditions Amsterdam, 2008).

Sabine MONTAGNE est chercheuse au CNRS, attachée au laboratoire Irises (Institut de recherche interdisciplinaire en sociologie, économie et science politique, Université Paris-Dauphine). Elle s'intéresse à la portée du droit sur l'organisation économique, en particulier à l'interaction entre la généalogie des catégories juridiques et les transformations économiques. Elle a publié *Les Fonds de pension, entre protection sociale et spéculation financière* (Odile Jacob, 2006) qui analyse l'influence du droit des trusts anglo-américain sur l'organisation du secteur financier. Elle poursuit actuellement un projet autour de la figure de l'investisseur de long terme.

Ramine MOTAMED-NEJAD est maître de conférences à l'Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne et chercheur au CES (Centre d'économie de la Sorbonne). Il a travaillé sur les transformations des économies en transition, en publiant plusieurs articles, notamment dans la *Revue d'économie financière* et la *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (CNRS). Il a également codirigé *URSS et*

*Russie. Rupture historique et continuité économique* (PUF, 1997), ainsi que *Capitalisme et socialisme en perspective* (La Découverte, 1999). Il consacre, depuis 2004, ses recherches aux métamorphoses économiques et politiques de la société iranienne.

André ORLÉAN est directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'EHESS. Ses domaines de spécialité sont la monnaie, la finance et la théorie des institutions. Il a notamment écrit *La Violence de la monnaie* (en collaboration avec Michel Aglietta, PUF, 1982), *Le Pouvoir de la finance* (Odile Jacob, 1999) et dirigé les ouvrages collectifs *La Monnaie souveraine* (Odile Jacob, 1998) et *Analyse économique des institutions* (PUF, 2004).

Pepita OULD-AHMED est chercheure à l'IRD (Institut de recherche pour le développement) dans l'unité de recherche TeM (Travail et mondialisation). Ses travaux portent sur les diverses formes de la fragmentation monétaire dans les économies dites en transition et en développement. Après avoir étudié le troc dans la Russie posttransition, elle travaille actuellement sur les « clubs de troc » en Argentine. Elle a publié notamment « Les transitions monétaires en URSS et en Russie : une continuité par-delà la rupture » (*Annales, Histoire, Sciences sociales*, 2003). Elle vient de codiriger *Turbulences monétaires et sociales : l'Amérique latine dans une perspective comparée* (L'Harmattan, 2007), ainsi que *Institutions et Développement. La fabrique institutionnelle et politique des trajectoires de développement* (PUR, 2007).

Alexandre ROIG est professeur titulaire de sociologie économique, chercheur au CESE (Centre d'études sociales de l'économie de l'Instituto de Altos Estudios Sociales de l'Université nationale de San Martin, Argentine) et chercheur associé du CEIL-Piette (Centro de Estudios e Investigaciones Laborales - Programa de Investigaciones Económicas sobre Tecnología, Trabajo y Empleo) du Conicet (Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas, Argentine). Ses travaux portent sur la politique économique conduite en Argentine sous le régime monétaire du *currency board*, et sa thèse s'intitule *La Monnaie impossible. La convertibilité argentine de 1991*.

Taek-Jin SHIN est doctorant au département de sociologie de l'Université de Californie, Berkeley. Sa thèse examine la façon dont les changements dans le fonctionnement du marché étatsunien du travail ont affecté la distribution des opportunités entre travailleurs qualifiés et non qualifiés. Il travaille actuellement sur la question des rémunérations patronales.

# Avant-propos

Frédéric LORDON

S'il est une idée typique – on pourrait même dire constitutive – de l'approche de la régulation c'est bien qu'on ne saurait saisir le capitalisme autrement qu'en ses formes institutionnelles. Certes, il est toujours possible de définir le capitalisme en toute généralité comme ensemble de rapports sociaux caractéristiques – le rapport de propriété, le rapport marchand-monnaire, le rapport salarial. Mais en eux-mêmes, ces rapports définis abstraitement, demeurent très sous-déterminés. C'est l'histoire qui se charge de leur donner leur complément de détermination et de les actualiser en leur donnant telle ou telle forme particulière. Quand, par exemple, on a dit « rapport salarial », on a certes sous la main un ensemble de propriétés analytiques fondamentales, mais on ne sait rien encore des visages concrets, sous lesquels ce rapport salarial est susceptible d'apparaître. Que ceux-ci soient multiples, en effet, on ne peut en douter : ne nous est-il pas apparu successivement comme rapport salarial « concurrentiel », « fordien », « toyotien », etc., c'est-à-dire dans ses variations historiques comme géographiques ? De même, le rapport monétaire ne s'est-il pas trouvé pratiquement organisé sous des formes extrêmement variées, et dont les propriétés ne peuvent être semblables : monnaies métalliques, étalon-or, banques centrales d'abord privées, puis nationales, dépendantes puis indépendantes, etc. ? Ainsi les rapports sociaux fondamentaux du capitalisme s'actualisent-ils toujours en leurs agencements institutionnels particuliers – les seules formes sous lesquelles ils se donnent concrètement à *voir*.

Mais considérer, d'une part, qu'en lieu et place de l'abstraction intemporelle du « marché » nous avons affaire à un mode de production que nous nommons « capitalisme » et, d'autre part, que ce capitalisme est nécessairement appréhendé comme *configuration institutionnelle* ne peut rester sans effet sur le type de théorie à lui appliquer. Qui peut croire que les institutions du capitalisme pourraient être considérées comme *purement* économiques ? Le droit, par exemple, n'en fait-il pas typiquement partie ? L'État n'a-t-il pas de temps en temps quelques effets sur l'« économie » et, même en ces seules occasions, peut-il raisonnablement être vu comme

une entité régie par des logiques simplement économiques ? La monnaie, certes médium des échanges, n'est-elle pas cependant un objet d'une grande complexité, et très susceptible d'émarger au nombre de ce que Mauss nomme les « faits sociaux totaux » ? Et qui peut croire, au surplus, que ces institutions du capitalisme auraient été conçues et construites fonctionnellement aux « besoins » du capitalisme par quelque ingénieur optimisateur ? Ni purement économiques, ni optimales, les institutions du capitalisme portent la marque de leurs genèses historiques réelles, et c'est la marque du multiple. Mais multiplicité de quoi ? Multiplicité des logiques à l'œuvre dans toute construction institutionnelle : que l'institution en question soit appelée à « jouer » dans le domaine économique n'empêche pas qu'elle ait été traversée de logiques juridiques, sociologiques et politiques. Moyennant une extension appropriée, c'est d'ailleurs peut-être à ce dernier terme de « politique » qu'il faudrait confier de subsumer cette pluralité, du moins si l'on consent, d'une part, à donner la qualification de politique aux « rapports des hommes entre eux » et, d'autre part, à reconnaître que les institutions consistent précisément en ces médiations. Aussi, à ceux qui ne voudraient pas de la thèse marxiste, pourtant toujours aussi pertinente, que les rapports des hommes aux choses – les rapports « économiques » – *ne sont pas autre chose* que des rapports des hommes entre eux mais transfigurés et dissimulés – notamment sous l'effet du fétichisme marchand –, il reste toujours possible de faire remarquer que, *au minimum*, les rapports des hommes aux choses sont *médiatisés* par des agencements de rapports des hommes entre eux, à savoir, précisément, des *institutions*. En ce sens généralisé du mot, il y a donc une *politique* dans toutes les institutions économiques. Voilà pourquoi, si l'on admet que le capitalisme est un objet de nature fondamentalement institutionnelle et historique, il ne saurait y avoir une « économie pure » là où seule une *économie politique* a du sens.

---

## Pour une méso-économie politique

Que cette économie politique convoque potentiellement toutes les perspectives des sciences sociales – historique, sociologique, anthropologique, juridique, etc. –, c'est à l'image de la multiplicité constituante des institutions. Pour autant, du terme politique en sa signification originelle, il est des caractères que les contributions de cet ouvrage retiennent plus particulièrement : le conflit et le pouvoir. Il faudrait dire en fait : *les conflits et les pouvoirs*. Car, par pouvoir, il n'est pas question d'entendre simplement

le pouvoir souverain et surplombant de l'État. Michel Foucault nous a de longue date déshabitués du schème « monopolistique » et invité à voir que le pouvoir, loin de s'épuiser en le seul pouvoir d'État, est en fait disséminé partout dans la société et les rapports sociaux. Cette dissémination qui met immédiatement les pouvoirs au pluriel rend les rapports de pouvoir *denses* dans la société, et c'est là une propriété suffisamment forte pour occasionner une deuxième rupture, plus franche encore que celle de la multi-disciplinarité, avec la théorie économique standard.

Depuis environ une décennie pourtant, cette dernière ne veut plus être en reste sur le terrain du « politique ». Il est vrai qu'elle a longtemps proscrit, sauf en ses marges, les considérations liées au politique, thème sans doute chargé de trop d'impuretés et susceptible de menacer la scientificité de la « science économique » – traiter du politique, n'était-ce pas, presque tautologiquement, risquer de retomber dans le registre des « sciences morales et politiques » dont la théorie économique a mis tellement de soin et d'efforts à s'extraire... Mais ses tendances expansionnistes et invasives sont logiquement venues à bout de cette réticence première et, d'impureté à bannir, « le politique » est rapidement apparu comme un nouveau domaine à conquérir. Conquête est bien le mot qui convient car la théorie économique n'entre jamais dans un domaine qu'avec des volontés d'annexion, celle de ressaisie des faits, quelle que soit leur nature, dans la seule grammaire de l'économie pure, c'est-à-dire de l'individualisme utilitariste et maximisateur. Dans le cas de la dite *New Political Economy*, cette opération prend une tournure assez particulière<sup>1</sup>, puisque la contrainte de cohérence avec le socle de la théorie néoclassique conduit à une vision du politique qu'on pourrait – sans paradoxe ! – qualifier de « superstructurelle » : l'édifice walrassien du marché n'est, en tant que tel, jamais remis en cause, il se trouve maintenant simplement surmonté d'une « couche » supplémentaire de « politique ». Dans cette construction à deux niveaux, le politique se trouve, de fait, principalement structuré autour de l'État. Directement lorsque, par tradition pourrait-on dire, la théorie néoclassique s'interroge sur l'impérité des pouvoirs publics et leurs interventions économiques inopportunes, commandées généralement par des impératifs électoraux – ici le mode d'apparaître du « politique ». Indirectement lorsque le politique semble émaner de « la société civile », plus précisément des groupes d'intérêts, mais en fait prend la forme d'actions collectives visant à obtenir de l'État certaines « réformes » ou à en

| 1. Voir la conclusion de cet ouvrage.

empêcher d'autres. Si dans le débat public le mot « réforme » est affligé de toute l'inconsistance d'un mot-valise, dans le débat théorique présent, au contraire, il a de remarquables propriétés révélatrices puisqu'il met en évidence la construction dichotomique de la *New Political Economy*, et ses conceptions implicites du politique et du pouvoir : « en dessous », une infrastructure économique fondamentalement saine – le marché walrassien muni de toutes ses propriétés d'autorégulation –, « au dessus », une strate superstructurelle le plus souvent perturbatrice – l'État, ses logiques électorales et sa vulnérabilité aux pressions corporatistes. Or dans cet agencement, l'infrastructure du marché fait norme : elle est l'idéal à atteindre, et d'ailleurs elle fonctionnerait tellement mieux toute seule, sans État ni « politique »... Si vraiment la politique publique doit se charger de quelque chose, c'est d'empêcher que les groupes d'intérêt – et l'État le premier si c'est possible – en distordent les mécanismes intrinsèquement vertueux.

Résumons-nous : le marché produit de lui-même l'ajustement harmonieux des offres et des demandes, seule l'activité d'une strate à vrai dire superfétatoire mais difficile à supprimer – le politique – y injecte d'inutiles perturbations. Le point de vue défendu dans cet ouvrage est à l'opposé de ces vues de la *New Political Economy*. Le schème dichotomique – celui d'une infrastructure économique vertueuse en elle-même et d'une superstructure où s'exprimeraient les faits de « pouvoir » – y est radicalement récusé. Et c'est donc ici même que le schème antagoniste, foucaldien, du pouvoir dense dans les rapports sociaux, prend pour nous toute sa signification théorique. Il n'y a pas un sanctuaire walrassien de rapports économiques parfaitement ajustés, voire harmonieux, en tout cas immun de tout rapport de force. Pouvoir et conflits sont potentiellement au cœur de tous les rapports sociaux, et on voit mal que les rapports économiques puissent en être exempts... Il en résulte une vision très différente des « choses économiques », rupture en fait déjà annoncée par le fait de dire « capitalisme » en lieu et place d'« économie de marché » – cette abstraction déréalisante bien faite pour escamoter le jeu des pouvoirs –, par le fait également d'accorder à l'objet « capitalisme » une nature fondamentalement institutionnelle, par le fait enfin de faire du domaine institutionnel le lieu d'une politique immanente, puisque les institutions font médiations entre les hommes. C'est peut-être donc au niveau intermédiaire des institutions, ce niveau « méso », entre le « micro » des comportements individuels et le « macro » des régularités d'ensemble, qu'une *économie politique* exprime le mieux son caractère propre – méso-économie politique : ce devrait être en toute rigueur un pléonasme... Comme il serait déraisonnable de tenir cette évidence pour acquise dans l'état actuel du champ de la science économique, il n'était pas superflu

de consacrer un recueil collectif à en manifester le parti pris, et surtout à en montrer les effets dans la pratique scientifique. Si le politique compris comme présence dense du conflit et du pouvoir dans le milieu institutionnel du capitalisme est bien le propre de notre méso-économie, encore fallait-il tenter de l'illustrer dans une variété à la fois de registres et de cas.

## — Puissances et luttes au cœur des rapports sociaux du capitalisme

La variété des registres est celle qui imposait de faire précéder les différentes études de cas institutionnelles d'une base théorique et conceptuelle. Car c'est une chose de dire que « conflits et pouvoirs sont partout », mais c'en est une autre de donner théoriquement corps à ce qui resterait autrement à l'état de stimulante, mais simple intuition. C'est pourquoi la première partie de cet ouvrage va chercher le politique « au cœur des rapports économiques ». Il faudrait même dire, plus généralement encore, au cœur des rapports sociaux. De fait, rompre radicalement avec le schème « superstructurel » de la *New Political Economy* pour affirmer la densité politique des institutions du capitalisme engage des partis pris théoriques qui sont de l'ordre de l'ontologie sociale. On ne s'étonnera donc pas, dans ces conditions, que la philosophie soit au nombre des outils intellectuels que cette méso-économie politique se réserve le droit d'utiliser. Il y aurait beaucoup à dire sur la compatibilité *a priori* du spinozisme et de la théorie de la régulation, mais ce qu'en retient surtout ici la contribution de Frédéric Lordon tient aux possibilités qu'ouvre le concept de *conatus* pour penser les rapports sociaux comme agonistique (chapitre 1). Si, en effet, les *conatus* sont des élans de puissance, des forces désirantes et des dynamiques d'expansion, alors leur rencontre est vouée le plus souvent à prendre la forme du « contrairement » et du heurt. Penser le mouvement de la puissance, et non le calcul rationnel, comme mobile le plus fondamental de l'action en général, et de l'action économique en particulier, aide évidemment à mieux en voir la part de conflit et de violence. Non pas que les logiques du calcul devraient être « opposées », par antinomie, à celles de la puissance. L'intérêt utilitariste n'est qu'une mise en forme historique particulière, d'ailleurs tard venue, du *conatus* intérêt de puissance généralisé<sup>2</sup>. L'*homo oeconomicus* n'est pas l'autre de l'*homo conatus* – il n'en est qu'un des types. Mais situer le

2. Frédéric Lordon, L'Intérêt souverain. Essai d'anthropologie économique spinoziste, Paris, La Découverte, 2006.

premier par rapport au second dans ce rapport de *déclinaison*, a l'avantage de ne pas faire oublier le mouvement de la puissance – et tous ses corrélats potentiellement violents, ceci quels que soient les rapports sociaux dans lesquels il prend concrètement forme.

Comment les rapports économiques échapperaient-ils à ces effets de la puissance ? Sans surprise, André Orléan les retrouve au cœur d'une des formes institutionnelles les plus fondamentales de l'économie marchande, à savoir la monnaie (chapitre 2). Loin d'être ce médium fonctionnel des échanges, un instrument d'une commodité bienvenue mais neutre en lui-même, comme le veut la théorie néoclassique, la monnaie cristallise au contraire toute la violence inhérente à l'univers marchand. Le processus même de son élection l'atteste – car la monnaie en usage cache derrière elle les luttes passées intenses qui l'ont vue triompher de ces rivaux dans la compétition pour s'imposer comme incarnation de la richesse. La monnaie bien public a d'abord été une monnaie privée parmi d'autres, nous rappelle André Orléan, à l'orée d'un processus de sélection-imposition hautement conflictuel. Détenir-émettre le bien universellement reconnu comme le représentant de la valeur constitue un enjeu de puissance suffisamment élevé pour susciter une concurrence violente – un enjeu tel que l'État ne saurait s'en désintéresser ; comme on sait d'ailleurs, c'est lui, le plus souvent, qui fait primer sa force pour capter les bénéfices de l'élection monétaire. Si, comme le montre André Orléan, la forme « monnaie » s'impose endogènement à partir de l'état de séparation marchande, on ne doit pas s'étonner d'en retrouver la marque structurante dans tous les rapports économiques, et notamment dans l'un des plus caractéristiques du capitalisme, le rapport salarial, redéfini comme rapport de dépendance monétaire dans une économie à travail divisé.

À l'étage, non plus des rapports économiques fondamentaux, mais des constructions institutionnelles historiques concrètes, conflits et pouvoirs n'en sont que plus facilement observables. Il n'était pas question d'imaginer en couvrir l'ensemble, mais il était utile d'avoir sous la main suffisamment de variété en cette matière, à la fois pour illustrer la généralité du point de vue, robuste au travers de la diversité de ses cas, et aussi pour donner à voir la largeur du spectre disciplinaire, qu'à l'opposé d'une économie désireuse de rester « pure », une méso-économie politique appelle nécessairement. Les contributions de ce recueil parcourent ainsi : le rapport salarial dans ses composantes juridiques et financières, ou bien dans ses modifications corrélatives des nouvelles formes de mobilisation profitable de la firme ; la monnaie en ces moments de refondation... ou bien de déliquescence et de sédition ; la politique monétaire comme composante de la politique

économique, exposée aux jeux d'influence des groupes d'intérêt privé. Et ce parcours s'effectue au travers d'une certaine variété géographique puisque le capitalisme de la valeur actionnariale et des fonds de pension voisine avec les capitalismes russes, argentin et iranien – dans lesquels il serait *a priori* souhaitable qu'une économie politique institutionnelle ne soit pas moins à l'aise.

On ne s'étonnera pas non plus qu'à cette variété-là s'en ajoute une dernière, et d'autant moins qu'elle est peut-être l'un des signes les plus distinctifs d'une méso-économie politique – c'est la variété disciplinaire. Si l'on a vu que la philosophie faisait sans aucun doute partie du répertoire de ses outils, l'analyse institutionnelle *in situ* doit, elle, puiser dans les registres de la sociologie, de la politologie, de l'histoire ou du droit, selon la nécessité de ses cas – là encore à l'exact inverse d'une science économique qui hésite entre rester pure et annexer toutes les autres sciences sociales en les convertissant à sa propre grammaire.

## — Créations et décompositions institutionnelles

Conformément à une intuition développée de longue date par la théorie de la régulation, les crises sont des moments distingués par leur pouvoir heuristique. On ne voit jamais si bien apparaître les mécanismes fondamentaux qu'au moment où une construction institutionnelle se défait. Ou bien se refait. Car les commencements ont la propriété de faire voir les coups de force inauguraux, oubliés par la suite, qui concentrent comme jamais la charge politique des institutions. Y a-t-il moment plus stratégique que celui où sont redessinées les règles du jeu ? C'est dans ces circonstances que les groupes les plus puissants sortent du bois et, à visage presque découvert, s'efforcent de « peser ». Dans ce registre, Alexandre Roig propose une plongée dans les arcanes de la décision politique du *currency board* argentin en 1991 – une décision lourde, s'il en est, puisqu'elle inaugure un cycle qui s'achèvera dans la gigantesque crise de 2001 (chapitre 3). Comment s'engendre une nouvelle forme monétaire ? Quelles idées lui servent de support doctrinal, soutenues par quels groupes d'intérêt, engendrées par quelle configuration de rapports sociaux ? Même reliée à tous ses arrière-plans, la décision de la convertibilité, telle qu'il nous la restitue, prend un caractère démiurgique qui donne à la création institutionnelle toute sa force politique.

Le cas russe des années 1990 qu'étudie Pepita Ould-Ahmed est peut-être l'exact opposé du précédent (chapitre 4). Délabrement et non création

flamboyante. Fuite par le bas plutôt que lancement par le haut. Pratiques monétaires parallèles au lieu de la monnaie souveraine. Faisant écho au travail théorique d'André Orléan, sa contribution rappelle qu'un ordre monétaire n'apparaît « en régime » que moyennant l'oubli des luttes entre monnaies concurrentes d'où il est issu. Or ces luttes oubliées « en temps normal » sont toujours à mêmes de faire résurgence si les orientations de la politique monétaire placent certains groupes dans des conditions trop défavorables. C'est précisément le cas dans la Russie en transition, où les agents, en quelque sorte, recouvrent leur droit naturel monétaire et, sous l'empire de la nécessité, recréent par eux-mêmes, mais sur une base forcément locale et fragile, des instruments monétaires partiels, parallèlement à l'ordre monétaire officiel, avec lequel ils se mettent de fait dans un rapport de sédition.

---

## Les pouvoirs en régime

La fracture des moments de crise n'est pourtant pas strictement indispensable pour observer les pouvoirs sociaux à l'œuvre au sein du capitalisme. Toujours dans le domaine monétaire, Ramine Motamed-Nejad se penche sur le cas peu étudié du capitalisme iranien et montre, dans une analyse qu'on pourrait qualifier de poulantzassienne, comment la politique monétaire réfracte les rapports de force entre élites concurrentes – commerciales, financières, politiques et bien sûr, en Iran, religieuses (chapitre 5). La politique monétaire n'est donc pas le produit d'une « rationalité d'État » monolithique et sûre de ses calculs, mais la résultante proprement politique des pressions convergentes ou concurrentes des groupes les mieux placés dans le jeu des transactions qui s'établissent entre les puissances privées et la puissance publique.

Peut-être le détour par des capitalismes « inhabituels » – russe, iranien, argentin – aide-t-il à mieux voir ce que « nos » capitalismes nous rendent moins perceptible par la force de l'accoutumance. Le travail des pouvoirs n'y est pourtant pas moins intense, et ceci dans toutes les temporalités. Ainsi, par exemple, Sabine Montagne mobilise-t-elle une histoire longue pour rendre compte des transformations récentes du rapport salarial. Car ce sont des constructions juridiques multiséculaires – celles du *trust* – qui soutiennent l'inscription du salariat dans les logiques financières, par le biais de l'épargne-retraite capitalisée et des fonds de pension (chapitre 6). Ainsi, montre-t-elle, la financiarisation développée autour de la forme juridique « *trust* » offre-t-elle un nouveau développement – on pourrait

même dire un approfondissement – aux logiques de la séparation et de la dépossession fondamentalement inscrites dans le rapport salarial – une manière de souligner que celui-ci n'est pas réductible à des équilibres de marchés mais qu'il est le lieu d'affrontement de puissances contraires.

Enfin, et dans le prolongement des problématiques du capitalisme financiarisé abordées par Sabine Montagne, il n'était pas inutile qu'une contribution s'intéresse spécifiquement aux effets dans l'entreprise des contraintes de « la valeur actionnariale ». Dans cette perspective, la contribution de Neil Fligstein et Taek-Jin Shin montre, à l'aide d'une série d'indicateurs statistiques de quelle manière la transformation des contraintes d'environnement des firmes américaines a eu pour effet des modifications corrélatives de leurs compromis capital-travail (chapitre 7). Sans surprise, la prégnance accrue des réquisits de la rentabilité pour l'actionnaire modifie considérablement l'équilibre des puissances dans l'entreprise et déplace la ligne d'avantage en défaveur du salariat. L'intensité de la désyndicalisation, par exemple, est clairement le produit de stratégies managériales délibérées sous contrainte de « création de valeur ». Ainsi, il n'y a pas de conflits locaux, et la distribution entre agents, ou groupes d'agents, des ressources de pouvoir est intimement liée à l'agencement des structures institutionnelles dans le champ desquelles ils poursuivent leurs élans de puissance.

# **I - LES RAPPORTS SOCIAUX FONDAMENTAUX DU CAPITALISME**

---

# Chapitre 1

## MÉTAPHYSIQUE DES LUTTES

---

Frédéric LORDON

Il semblera certainement à beaucoup que parler de métaphysique dans le cadre d'un discours de science sociale relève d'un invraisemblable solécisme intellectuel doublé d'une profonde régression. C'est pourquoi il est utile, avant toute chose, de s'en expliquer, c'est-à-dire de prendre un instant pour dire ce que pourrait être le rapport d'une métaphysique et d'une science sociale, et surtout de dissiper par anticipation l'idée d'une fuite dans l'abstraction de la philosophie pure. Telle n'est pourtant pas la direction que le présent travail se propose de prendre... Mais enfin, il faut bien vouloir aussi les moyens de ce qu'on veut. Et si l'on veut, en particulier, asseoir l'idée, fil rouge de cet ouvrage, que les rapports sociaux du capitalisme sont travaillés *très fondamentalement* par des tendances à la guerre, il faut bien s'en donner les moyens. Or ce « très fondamentalement » appelle nécessairement des arguments d'une certaine abstraction et qui, sans être ceux de la métaphysique même, lui empruntent d'une certaine manière. Aussi, pour rejoindre au plus vite, et sans ambiguïté, le plan conceptuel des sciences sociales, mais pour y déployer convenablement la thèse d'une agonistique générale des rapports sociaux du capitalisme, il est nécessaire de commencer par dire quelle position d'arrière-plan pourrait être celle d'une métaphysique par rapport à une science sociale qui ne serait pas complètement oublieuse de ce que ses hypothèses doivent à des postulats plus fondamentales venues du dehors d'elle. De même que Keynes aimait à répéter qu'il n'est pas de gouvernant qui ne soit sans le savoir l'esclave de quelque économiste du passé, on pourrait dire qu'il n'est guère de chercheur en science sociale qui ne soit celui d'un philosophe oublié – de lui ! Ramener à la surface ces influences enfouies passe donc d'abord par l'effort de poser consciemment